

positive du secteur privé. Les institutions financières du pays ont déjà pris d'énormes engagements et quand les constructeurs vont obtenir leur argent, je pense que l'honorable représentante verra certains résultats. Je pense que ce budget était la solution qui s'imposait dans notre cycle économique actuel.

L'OPPORTUNITÉ DE MESURES FISCALES EN FAVEUR DE LA CONSTRUCTION D'IMMEUBLES LOCATIFS

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Il est certain que l'opinion du ministre des Finances et du ministre des Affaires urbaines diffèrent quant à l'importance des nouveaux fonds octroyés par le budget. Étant donné la pénurie tragique d'appartements et la baisse continue du nombre de mises en chantier dans la région d'Ottawa et comme la SCHL a elle-même admis que, dans de nombreuses régions du pays, les promoteurs immobiliers avaient davantage intérêt à investir dans des obligations d'épargne du Canada que dans la construction d'appartements, le ministre est-il prêt à nous présenter des mesures fiscales propres à stimuler la construction d'appartements et à nous éviter la situation catastrophique qui nous attend l'année prochaine à l'égard des logements locatifs?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le dernier budget et les précédents ont déjà fait beaucoup pour stimuler la construction d'unités de location. L'honorable représentante a tort de dire qu'il y a divergence d'opinion entre mon collègue et moi-même car mon collègue est un ardent défenseur du secteur du logement au pays.

Des voix: Oh, oh!

M. Hees: Et je suppose que vous êtes un grand ministre des Finances, John.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Merci. Il m'incombe de reconnaître les priorités et de les concilier avec les autres initiatives du gouvernement pour qu'elles ne dépassent pas le cadre des possibilités économiques du pays.

* * *

LE LOGEMENT

DEMANDE DE NOUVELLES PRÉVISIONS À L'ÉGARD DES MISES EN CHANTIER POUR 1975

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, une dernière question supplémentaire. Devant les commentaires du ministre des Finances, je me demande si le ministre des Affaires urbaines a de nouvelles prévisions à nous faire à l'égard des mises en chantier pour 1975, d'autant plus qu'il n'a jamais hésité à nous citer des statistiques quand il les pensait favorables.

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, c'est uniquement parce que la plupart des statistiques étaient encourageantes. Il me serait difficile de faire des prévisions précises pour l'instant, car les mesures budgétaires, en particulier l'amélioration des subventions au programme d'intérêt, n'ont pas encore pu entrer en vigueur. Nous estimons toujours que le chiffre de 210,000 est le minimum souhaitable. Je le répète, il est bon que nous continuions à viser le plus haut possible. Si nous ne réalisons pas tous nos espoirs, ce sera bien regrettable, mais la conjoncture éco-

Questions orales

nomique est extrêmement délicate, et nous ferons tout ce que nous pourrons pour nous attaquer aux racines mêmes du problème.

* * *

LES FINANCES

DEMANDE DE CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE SUR LE FINANCEMENT DES SOINS HOSPITALIERS ET MÉDICAUX

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Étant donné que le gouvernement de l'Ontario veut se débrouiller pour obtenir des accords de transfert fiscaux en échange de la non-participation à des programmes à frais partagés et que cela risque d'amener le pays tout entier à jouer avec l'assurance-maladie et l'assurance-hospitalisation un jeu extrêmement dangereux dont pâtiront les habitants des provinces moins importantes, le ministre est-il prêt à revenir sur sa position unilatérale et à convoquer une conférence des provinces pour entamer une nouvelle discussion franche de toute la question du financement des soins hospitaliers et médicaux?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je tiens à souhaiter la bienvenue à la Chambre au député après une fin de semaine qui a dû lui paraître interminable...

Des voix: Bravo!

● (1420)

M. Turner (Ottawa-Carleton): Je tiens à préciser que nous avons eu une série de conférences fédérales-provinciales sur le financement des régimes d'assurance-hospitalisation et d'assurance-maladie ainsi que sur les programmes d'enseignement postsecondaire. L'initiative récente de la province de l'Ontario me rappelle que, en 1964, mon collègue, le leader à la Chambre, qui était alors ministre des Finances, a offert aux provinces des points fiscaux pour qu'elles financent elles-mêmes certains programmes; nous regrettons qu'à ce moment, l'Ontario ait été une des premières provinces à rejeter cette proposition.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, la plupart des provinces ont dit qu'elles aimeraient trouver un moyen de freiner la hausse du coût des soins médicaux et de santé; aussi, le ministre ne compte-t-il pas en discuter à nouveau avec les provinces avant de leur imposer des restrictions unilatéralement.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, que nous puissions accepter ou non le point de vue du député quant au moment opportun, il faudra manifestement discuter toute la question des programmes à frais partagés, afin de trouver un moyen mutuellement acceptable de contenir les dépenses croissantes dans les limites de la croissance de notre économie.

M. Knowles (Winnipeg-Nord Centre): Étant donné que le ministre a reconnu que des entretiens seront nécessaires, monsieur l'Orateur, ne les rendrait-il pas réels en retirant sa décision unilatérale?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, les entretiens sont réels depuis au moins cinq ans.